



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES **PARTICULIERES**

**Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise en sécurité
incendie et de mise aux normes de l'Hôpital Louis Domergue à La
Trinité**

N° de procédure : DCE-2025-153-MCR

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DU CONTRAT	4
1.2 – CATEGORIE ET NATURE DES TRAVAUX	5
1.3 - DECOMPOSITION	5
1.4 - MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.5 – INTERVENANTS	5
1.5.1. MAITRISE D’OUVRAGE	5
1.5.2. CONTROLE TECHNIQUE	5
1.5.3. CSPS.....	5
1.5.4. CSSI.....	6
1.5.5. OPC.....	6
Article 2 – ELEMENTS DE MISSIONS	6
Article 3 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D’EXECUTION	7
3.1 - DUREE	7
3.2 – DELAIS	7
3.3 – PROLONGATION DES TRAVAUX	7
Article 4 – FORME DU CONTRAT	7
ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	7
Article 6 – REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
6.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	8
6.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	8
Article 7 – PIECES CONTRACTUELLES.....	8
Article 8 – SOUS-TRAITANCE.....	9
ARTICLE 9 – MODALITES DE COMMUNICATION	9
9.1. TRANSMISSION DES INFORMATIONS	9
9.2. FORME DES NOTIFICATIONS	10
9.3. ORDRES DE SERVICES DELIVRES PAR LA MAITRISE D’OEUVRE	10
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	11
10.1. CONFIDENTIALITE ET SECURITE	11
10.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	12
ARTICLE 11 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 12 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DE L’ENVIRONNEMENT.....	12

12.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	12
12.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	12
Article 13 –ASSURANCES	12
Article 14 – REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE	13
14.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT	13
14.2 CONTENU DES PRIX.....	14
14.3 ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION	15
14.4 PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION	15
14.5 VARIATION DES PRIX.....	16
14.6. APPLICATION DE LA T.V.A.	16
14.7. RETENUE DE GARANTIE	17
14.8. MODALITES DE REGLEMENT.....	17
14.9. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE	19
14.10 DECOMPTE GENERAL RENDU DEFINITIF.....	20
14.11. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	20
Article 15 – ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE	20
15.1. ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION.....	20
15.1 AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	21
15.2 APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	23
Article 16 – PENALITES.....	23
Article 17 – ADMISSION , REFACTION, AJOURNEMENT, REJET	25
Article 18 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	26
Article 19 – RESILIATION DU MARCHE.....	26
Article 20 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	26
Article 21 – PROCEDURES DE RECOURS	27
Article 22 – DEROGATIONS AU CCAG MOE	27

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre en conception et suivi de travaux pour la mise en sécurité incendie et la mise aux normes de l'Hôpital Louis Domergue à La Trinité.

Le descriptif technique du contexte et des prestations attendues est indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi qu'au programme technique de l'opération.

Lieu d'exécution des prestations : Hôpital Louis Domergue, rue Jean-Eugène Fatier, La Trinité.

1.2 – CATEGORIE ET NATURE DES TRAVAUX

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient aux catégories « réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de bâtiment ».

Enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (Ep) : 950 000 € HT.

1.3 - DECOMPOSITION

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. En application de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le marché est non-alloté dès lors que le recours à l'allotissement n'est pas justifié et que l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. De plus, l'allotissement rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.4 - MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du contrat, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de travaux similaires à ceux qui lui sont confiés au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 – INTERVENANTS

1.5.1. MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le CHUM.

1.5.2. CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé qui sera désigné ultérieurement.

La liste des missions qui lui seront confiées sont les suivantes :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les établissements recevant du public (ERP).
- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes ;
- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations ;
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.

1.5.3. CSPS

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SPS qui sera désigné ultérieurement.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

L'opération sera classée en catégorie 2.

1.5.4. CSSI

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un coordonnateur SSI qui sera désigné ultérieurement.

1.5.5. OPC

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un OPC qui sera désigné ultérieurement.

ARTICLE 2 – ELEMENTS DE MISSIONS

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent un marché de maîtrise d'œuvre de conception et de suivi de réalisation passé conformément aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée contenues dans le code de la commande publique (livre IV).

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

- Diagnostic (DIAG) ;
- Etude avant-projet (AVP) ;
- Etude de projet (PRO) ;
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Conformité et visa d'exécution au projet (VISA) ;
- Synthèse des études d'exécution (SYNTH) ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance lors des opérations de réception et de la garantie de parfait achèvement (AOR).

Le contenu des éléments de mission sera conforme aux dispositions du CCTP et de l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 3 – DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 - DUREE

Le marché débutera à compter de sa notification et s'achèvera au terme du délai de garantie de parfait achèvement, soit 12 mois après la fin du dernier marché de travaux de l'opération ou après la prolongation de ce délai lors de la levée de la dernière réserve.

Le présent marché n'est pas reconductible.

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de 24 mois hors GPA soit 36 mois avec garantie de parfait achèvement.

3.2 – DELAIS

L'exécution des prestations démarre à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage de la mission DIAG.

Les points de départ et les délais d'exécution de chacune des missions sont indiqués à l'article 14.2 du CCTP (sauf délais optimisés proposés par le titulaire à l'acte d'engagement).

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants : 2 mois.

Le titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution qu'il aura fourni dans son offre et qui sera conforme avec le planning prévisionnel fourni au DCE.

3.3 – PROLONGATION DES TRAVAUX

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

ARTICLE 4 – FORME DU CONTRAT

Le présent marché est un marché ordinaire conclu à prix forfaitaire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le titulaire doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises.

Le CHUM se réserve la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés en cours d'exécution (qualifications requises, ...). En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé ; dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer immédiatement l'intervenant. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations du contrat désigné dans la proposition du titulaire, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références au CHUM. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation au contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du CHUM. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et des délais d'exécution.

ARTICLE 6 – REPRESENTATION DES PARTIES

6.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

6.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 7 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-MOE, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'engagement, son annexe et la mise au point éventuelle ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- La décomposition des temps d'intervention (DTI) ;
- Le calendrier remis par le titulaire dans son offre et rendu contractuel à la notification du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le programme technique de l'opération et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les pièces écrites et graphiques éventuellement remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation et plans;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du CHUM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté lors de l'exécution du présent contrat, le Titulaire doit adresser un acte spécial signé par le sous-traitant et le Titulaire, en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance en joignant une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par l'acheteur, le titulaire et le sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie, sur demande, au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

ARTICLE 9 – MODALITES DE COMMUNICATION

9.1. TRANSMISSION DES INFORMATIONS

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants au projet, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

9.2. FORME DES NOTIFICATIONS

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre. Ces ordres de service sont écrits, datés et signés par le Maître d'ouvrage.

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

9.3. ORDRES DE SERVICES DELIVRES PAR LA MAITRISE D'OEUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs.

Toutefois, dans les cas suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet
- Notification de la date de commencement des travaux
- Passage à l'exécution d'une tranche optionnelle
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Interruption ou ajournement des travaux

- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

Une copie des ordres de service doit être remise au Maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE

10.1. CONFIDENTIALITE ET SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du CHUM, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le CHUM ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par le CHUM restent la propriété du CHUM et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par le CHUM à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part du CHUM.

Au regard du statut « Opérateur d'Importance Vitale » du CHUM et des postures Vigipirate, après notification du contrat, le titulaire et ses éventuels sous-traitants devront fournir la liste exhaustive du personnel permanent et remplaçant (Nom / Prénom et Date de Naissance) amené à intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il est interdit au titulaire (et à ses éventuels sous-traitants) de présenter, pour l'exécution de marchés sur les sites du CHUM, du personnel comprenant des repris de justice dans le cadre de chantiers de réinsertion.

10.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-MOE.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 11 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

12.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

12.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG-MOE, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Responsabilité :

D'une manière générale, le Maître d'œuvre assume les risques et responsabilités découlant des dispositions du présent marché, et des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Maître d'œuvre répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1382 et suivants, 1792 et 1792-2 du Code civil.

Assurance responsabilité civile professionnelle

Le Titulaire attestera qu'il est assuré en responsabilité civile travaux, après travaux et professionnelle, y compris atteintes à l'environnement, pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, qu'il peut causer aux tiers y compris la maîtrise d'ouvrage, à l'occasion de l'exécution des prestations objet de la présente consultation.

Les montants des garanties de cette assurance doivent être suffisants au regard de la réalité des risques que le Titulaire encourt au titre des responsabilités qui lui incombent.

Les montants des garanties par nature de dommages au titre de cette assurance ne constituent en aucun cas une limite des responsabilités encourues ou des garanties dues par le Titulaire.

Une attestation d'assurance émise par l'assureur aura été fournie au plus tard à l'attribution et ensuite à chaque échéance annuelle de la police d'assurance.

Assurance responsabilité décennale

Le Titulaire doit justifier de la souscription de contrat d'assurance couvrant les responsabilités relevant des articles 1792 à 1792-4 et 2270 du Code Civil.

Les garanties porteront sur l'assurance des ouvrages de bâtiment et de génie civil gérée en capitalisation pour un montant assuré en rapport avec l'importance de l'opération (y compris gros œuvre).

Une attestation d'assurance émise par l'assureur sera à fournir au plus tard à l'attribution du marché.

Le Maître d'œuvre transmettra chaque année au Maître d'ouvrage ses attestations d'assurance à jour pour l'année considérée.

Durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du Maître d'Ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14 – REMUNERATION DU MAITRE D'OEUVRE

14.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT

Il est fait application de l'option B du CCAG-MOE.

Une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieure à 2 mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, tel que précisé à l'Acte d'engagement.

L'avance correspond à 5 % du **montant initial TTC du marché**.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché (en TTC). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % dudit montant.

Le paiement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du montant de l'avance accordée en application des articles R.2191-7, R.2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique. A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 50 jours.

14.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du contrat sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le marché est conclu en euros.

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de toutes les prescriptions du marché y compris toutes les dépenses résultant de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, les droits de brevet et les licences informatiques, assurances, impôts et taxes (excepté la TVA) et assurent au Titulaire les marges pour risques et aléas de toutes natures ainsi que les bénéfices. Ils incluent également ses propres frais d'assurance.

Les prix comprennent tous les frais du Titulaire liés à la coordination, l'ordonnancement et le pilotage à l'intérieur du groupement ainsi que la marge pour la défaillance éventuelle d'un cotraitant ou d'un sous-traitant.

Il appartient au Titulaire, compte tenu de sa compétence d'Homme de l'Art, d'appréhender la globalité d'une prestation dans toutes ses composantes.

Les prix tiennent compte notamment :

- Des frais de reproduction de documents, de location des locaux du Titulaire, de déplacements et d'une manière générale, tous les frais généraux nécessaires à l'accomplissement du marché ;
- Des frais de gestion des interfaces avec les autres intervenants ;
- De la réalisation de certaines activités en dehors des heures ouvrables (travaux de nuit et de week-end, essais, astreintes, participation aux réunions publiques...) ;
- Des reprises d'études exigées par le Maître d'Ouvrage suite à ses remarques ;
- Des reprises de plans pour assurer la coordination et la synthèse des études.

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

14.3 ETABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

La rémunération du maître d'œuvre est établie selon un taux de rémunération (T) qui s'applique au montant hors taxe de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (EP) : soit le forfait provisoire de rémunération $RP = T \times EP$.

La rémunération du maître d'œuvre est forfaitaire pour l'exécution des prestations du marché.
Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de la mission objet du contrat.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché :

- Le contenu de la mission
- Le programme
- L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux et fixée par le maître d'ouvrage
- Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- Les délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- Le mode de dévolution des marchés de travaux
- La durée prévisionnelle d'exécution des travaux

14.4 PASSAGE AU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux (EP).

Le **forfait définitif de rémunération (RD)** et l'estimation prévisionnelle définitive (EPd), ainsi que sa décomposition, sur lesquels s'engage le maître d'œuvre seront arrêtés une fois que **l'avant-projet (AVP)** sera accepté par le maître d'ouvrage.

Le forfait définitif de rémunération sera fixé par un avenant selon les conditions suivantes :

1°) Si l'estimation prévisionnelle définitive des travaux (EPd) du maître d'œuvre est **inférieur, égal ou supérieur** jusqu'à 10 % à l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux définie par le maître de l'ouvrage (EP), la rémunération définitive (RD) est égale à la rémunération provisoire (RP) définie à l'article précédent :

$$RD = RP.$$

2°) Si l'estimation prévisionnelle définitive des travaux (EPd) du maître d'œuvre est **supérieur** de plus de 10 % à l'enveloppe prévisionnelle (EP) affectée aux travaux définie par le maître d'ouvrage, la rémunération définitive (RD) sera calculée comme suit :

$$RD = RP + RP (EP-EPd)/2EPd$$

Le forfait définitif de maîtrise d'oeuvre ainsi établi sera exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission, et sera réputé couvrir les conséquences pour le Titulaire des modifications de projet qui ne modifient pas le programme de l'opération.

Le forfait de rémunération ne pourra être modifié qu'en cas de modification de programme par le Maître d'Ouvrage, ou de prestations supplémentaires demandées par le Maître d'Ouvrage.

14.5 VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont révisables, selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (mois de remise de l'offre indiquée en page de garde du Règlement de consultation).

Les prix sont révisés à chaque acompte périodique par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

Ainsi :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro MO.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

La valeur du mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est la dernière valeur de l'indice I connue au mois qui précède l'envoi de l'acompte périodique.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la **révision des prix est : ING – Ingénierie base 100 en 2010 (Identifiant INSEE : 001711010)**.

Pour chaque facture d'acompte périodique, le titulaire y fera apparaître la révision des prix applicables et y annexera les détails du calcul effectué.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

14.6. APPLICATION DE LA T.V.A.

Le taux de la T.V.A. à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur.

14.7. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

14.8. MODALITES DE REGLEMENT

Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-21 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes correspondant à la valeur des prestations auxquels ils se rapportent.

Les paiements s'effectueront dans les conditions suivantes :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
DIAG	70% à la remise du dossier
	30% à l'approbation du maître d'ouvrage
AVP	60% à la remise du dossier
	40% à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	60% à la remise du dossier
	40% à l'approbation du maître d'ouvrage
ACT	50% à la remise du DCE
	50% à la remise du rapport d'analyse des offres
SYNTH	au prorata de l'avancement de la mission
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
DET	85% $\frac{DET}{n}$ n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	15% à la remise des décomptes généraux et définitifs
AOR	50 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves
	15 % à la levée des réserves
	30 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés
	5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

Les acomptes relatifs aux éléments DIAG et AVP seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant dans le présent marché. Dès que le forfait définitif de rémunération sera fixé, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIAG et AVP.

Il est précisé que la facture du titulaire ne pourra être déposée qu'après **signature et transmission du PV de réception signé par le CHUM par la personne responsable du suivi du marché.**

Le PV de réception devra être joint à la facture, ce dernier correspondant à l'attestation de service fait.

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/. **Le titulaire dispose d'informations utiles en annexe 1 au présent CCAP relative à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO.**

Il appartiendra au Titulaire de se rapprocher du CHUM afin d'obtenir son numéro SIRET.

Dans tous les cas, les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-Travaux, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix unitaire de la prestation ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat/du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du contrat et directement liés au contrat ;
- Coefficient révision ;
- L'application de révision ;

- Le montant total ttc des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation.

Une fois la facture déposée sur Chorus Pro, le titulaire devra obligatoirement transmettre l'accusé de dépôt, par mail, au responsable du marché avec le PV de réception signé joint.

Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives à la cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au CHUM la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

14.9. DEMANDE DE PAIEMENT POUR SOLDE

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- le forfait définitif de rémunération ;
- le montant des révisions de prix ;
- le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;

- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement (pour le dernier marché de travaux), qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

14.10 DECOMPTE GENERAL RENDU DEFINITIF

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG-MOE, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans un délai de 10 jours, ce projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas le décompte général et définitif.

Dans un délai de trente jours à compter de la transmission du décompte général par le titulaire, le maître d'ouvrage notifiera au titulaire le décompte général et définitif. A défaut, le titulaire le met en demeure de le faire.

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

14.11. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement bancaire.

Le délai global de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou de la date d'exécution des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement).

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

ARTICLE 15 – ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE

15.1. ENGAGEMENT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION

15.1 AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Enveloppement prévisionnelle affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (Ep)

Cette enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est établie par le maître d'ouvrage à l'occasion de l'établissement du programme.

Estimation prévisionnelle définitive des travaux établie par le maître d'œuvre (EPd) et engagement

L'estimation prévisionnelle définitive est évaluée par le maître d'œuvre au terme de ses études AVP et est soumise à l'accord du maître d'ouvrage. Ce coût couvre toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'opération de travaux, à l'exclusion :

- De la rémunération des différents prestataires de services intervenant sur l'opération, et notamment le CSPS, le contrôle technique, les assistants à maîtrise d'ouvrage,
- Des dépenses de libération d'emprise.

Un avenant au présent marché sera signé pour fixer l'estimation prévisionnelle définitive (EPd) sur lequel le Titulaire s'engage à l'issue de la phase AVP et fixer le forfait définitif de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre.

En cas de divergence entre le EP et le EPd, le maître d'œuvre transmettra au maître d'ouvrage un rapport motivé pour lui permettre d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et le coût des travaux sont ou non respectés. Le maître d'œuvre proposera le cas échéant les précisions, les ajustements ou modifications à ce programme qui lui paraissent nécessaires pour ramener le coût à hauteur du montant provisoire Ep.

Le coût prévisionnel des travaux EPd est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo de remise des études (Mo Études).

Pour permettre la comparaison entre Ep et EPd, les valeurs de ces derniers seront ramenées aux conditions économiques du mois Mo (Mo Études) par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP 01.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si l'estimation prévisionnelle définitive est différente de l'estimation prévisionnelle (EP), le maître d'ouvrage peut :

- Soit refuser la réception des études concernées (« décision de rejet » au sens de l'article 27.4 du CCAG-PI) et demander leur adaptation gratuite au montant prévu ;
- Soit accepter la proposition (« décision d'acceptation » au sens de l'article 27.1 du CCAG-PI) qui détermine l'estimation prévisionnelle définitive (EPd).

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter l'estimation prévisionnelle définitive (EPd) (notamment à l'issue de la remise des études de Projet et de l'établissement des DCE) et ceci, avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Etablissement du coût de référence des travaux (Cr) à l'issue de la consultation des entreprises

Les missions du maître d'œuvre comportent l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'évaluation des prestations de chaque élément d'étude de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'estimation prévisionnelle définitive (EPd).

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CR).

A noter que le CR est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pris respectivement au mois Mo du marché de maîtrise d'œuvre et au mois Mo de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût de référence des travaux (Cr)

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût de référence des travaux (CR) défini plus haut.

Conséquence du non-respect de l'engagement au stade ACT

L'estimation prévisionnelle définitive (EPd) est assortie d'un seuil de tolérance S1 de 5 %.

Celle-ci est éventuellement complétée du coût des travaux complémentaires demandés par le maître d'ouvrage depuis l'AVP.

Pour permettre la comparaison entre l'estimation prévisionnelle définitive (EPd) et le coût résultant des consultations (CR), les montants sont ramenés à la date du mois Mo Etudes du marché de maîtrise d'œuvre par application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pris au mois MO du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 des offres attributaires. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsque le coût de référence (CR) dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus (S1), le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises :
- soit demander au maître d'œuvre une reprise des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, conformément à l'article R. 2432-3 du code de la commande publique, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises.

Le maître d'ouvrage notifie sa décision de reprise des études par ordre de service. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude, et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une nouvelle négociation.

Le non-respect de ce délai est passible des mêmes pénalités de retard que celles prévues à l'article 16 du présent CCAP pour l'élément DCE.

15.2 APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

La mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution des contrats de travaux et l'assistance lors des opérations de réception.

Etablissement du coût de réalisation des travaux (MT)

Le coût de réalisation des travaux (MT) est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le Maître d'ouvrage pour la réalisation du projet et sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation (MT) est notifié par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation (MT) est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'offre ou des offres du ou des marché(s) de travaux (Mo Travaux).

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux (MT) est assorti d'un taux de tolérance S2 de 5 %.

Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage (CC) est le montant des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants dont l'établissement est imputable au maître d'œuvre, commandes hors marchés directement liées à une carence de la maîtrise d'œuvre, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors actualisation ou révisions de prix. Le coût constaté (CC) est égal au coût constaté définitif des travaux DG à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre. Il est arrêté par le maître d'ouvrage.

Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût constaté (CC) est supérieur au seuil de tolérance S2 tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût constaté (CC) - seuil de tolérance S2 * MT) x 2 % (taux de pénalité)

Cependant, conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (DET, VISA, SYNTH, AOR).

ARTICLE 16 – PENALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure ni demande d'observations préalable.

Les pénalités sont non libératoires.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant des pénalités n'est pas plafonné (hors dispositions de l'article 15.2 du présent CCAP).

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés au contrat (CCTP et calendrier d'exécution rendu contractuel), le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour ouvré de retard est de :

- 1/2000ème de l'élément de mission DIAG ;
- 1/2000ème de l'élément de mission AVP ;
- 1/2000ème de l'élément de mission PRO ;
- 1/2000ème de la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE et analyse des offres ;
- 1/2000ème de l'élément de mission VISA et SYN ;
- 1/2000ème de l'élément de mission AOR correspondant au DOE déduction faite des jours de retards imputables aux entreprises.

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité pour retard est dans tous les cas égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Ces pénalités s'appliqueront dès lors qu'un livrable documentaire ne sera pas transmis au Maître d'Ouvrage avant les dates prescrites, mais également lorsque les livrables transmis ne seront pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l'art, et au niveau de qualité attendu,
- Complets, finalisés et mis à jour,
- Clairs, concis et précis,
- Intelligibles, compréhensives, et dénués d'ambiguïtés et de difficultés d'interprétation.

Autres pénalités :

Pénalités	Montant	Déclenchement
Pénalités pour retard dans la reprise des études	500 € ouvré par jour de retard.	A compter du 1er jour de retard constaté dans la demande de reprise des études.
Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final	<p>Le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/ 2000ème du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant ou de 150 € par jour ouvré de retard en cas de décompte final.</p> <p>Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.</p>	A compter du 1 ^{er} jour de retard constaté.

Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	<p>Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 30 jours calendaires à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.</p> <p>Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour ouvré de retard est de 50 euros</p>	A compter du 1 ^{er} jour de retard constaté.
Retard dans la remise d'Ordres de services nécessaires à la bonne poursuite des travaux	100 €	Par constat de non émission d'OS.
Pénalités pour absence aux réunions de chantier ou aux OPR	200 €	pour chaque absence constatée (et non excusée et non justifiée)
Retard supérieur à 30 min aux réunions de chantier	100 €	Par réunion où le retard est constaté
Retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée	100 € par jour ouvré de retard	Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour procéder au remplacement d'un membre dont le nom est mentionné dans l'offre, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à la présente prestation.
Non transmission ou non transmission dans les délais des comptes rendus de chantier	50 €	Par compte-rendu non diffusé ou retard de plus de 48 h dans la diffusion du compte-rendu

ARTICLE 17 – ADMISSION , REFACTION, AJOURNEMENT, REJET

Suite aux opérations de vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre, aucune admission tacite ne sera admise.

Dans le cas où les prestations n'auraient pas été effectuées conformément à la commande, le maître d'ouvrage pourra prononcer l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations. Cette décision sera transmise au maître d'œuvre, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par télécopie ou courrier électronique conformément aux dispositions prévues quant aux modalités d'échanges dématérialisés du CCAG.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, d'un nouveau délai de 2 semaines.

ARTICLE 18 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont scindées en plusieurs phases techniques.

L'arrêt de leur exécution peut être décidé par la personne publique à chacune de ces phases soit de sa propre initiative, soit à la demande du maître d'œuvre.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Conformément à l'article L. 2195-4 du code de la commande publique, lorsque le maître d'œuvre est, au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 ayant pour effet de l'exclure, le marché pourra être résilié pour ce motif.

Le maître d'œuvre informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

La résiliation ne peut être prononcée lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai l'acheteur de son changement de situation.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du maître d'œuvre.

Si le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le maître d'œuvre a droit à une indemnité de résiliation de 5 %, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

ARTICLE 20 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Le CHUM et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CHUM doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHUM dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CHUM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

ARTICLE 21 – PROCEDURES DE RECOURS

Instance de règlement amiable des litiges :

- Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) – Préfecture de Paris
5, rue Leblanc – 75911 - PARIS Cedex 15

Instance chargée des procédures de recours :

- Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Introduction des recours :

- ✓ Référé pré contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.1 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG MOE

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG-MOE
7	4.1
14.9	11.7.2
14.10	11.8.5
16	16, 16.2.1, 16.2.4, 16.2.2
17	21

Fort de France, le **12 SEP. 2025**

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR,

Le Directeur chargé
des Finances et des Achats
G.MOTREFF

